



Intervention

GROUPE DES DÉPUTÉ-E-S COMMUNISTES ET RÉPUBLICAINS

générale

PATRICK BRAQUEZEC

Député de Seine-Saint-Denis

PROJET DE LOI DE FINANCES 2007

ÉCOLOGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Monsieur le Président, Madame la ministre, mes chers collègues,

L'actualité est dominée par la question du changement climatique. Particulièrement cette semaine, quelques jours après la célébration de la journée internationale contre le changement climatique, passée totalement inaperçue, alors que le débat international de la planète se tient en ce moment à Nairobi et que l'écologie s'est invitée, depuis quelques jours, dans la campagne présidentielle. Nous ne comptons plus, en effet, les films, documentaires ou fictions, les articles de presse et autres pages d'opinions, les rapports d'informations d'économistes, de parlementaires ou de scientifiques, les prises de positions politiques de tous bords, du Nord comme du Sud, qui s'alarment chaque jour des conséquences désastreuses de l'effet de serre sur notre planète : sécheresses de plus en plus dures, cyclones chaque fois plus violents, inondations de plus en plus fréquentes, hausse des températures. L'ensemble de ces catastrophes s'abattant particulièrement sur des populations déjà extrêmement vulnérables... En avril dernier, la mission d'information sur l'effet de serre menée par Nathalie Kosciusko-Morizet a même remis un rapport qui annonce que l'objectif principal doit devenir, de toute urgence, la réduction de 25% de nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 afin de limiter le réchauffement de la planète. Le protocole de Kyoto n'en préconisait que 5.2% d'ici 2012

Sans parler du Président Chirac qui en 2002 rappelait (sous la plume du candidat virtuel, Nicolas Hulot?) lors d'un discours solennel à Johannesburg " *que Notre maison brûle et nous regardons ailleurs. La nature, mutilée, surexploitée, ne parvient plus à se reconstituer et nous refusons de l'admettre. L'humanité souffre* "... Or, tout le monde en convient, politiques et scientifiques, économistes et citoyens, notre planète souffre toujours et plus que jamais. Ces mots sonnent juste et nous aurions envie d'applaudir mais qu'avez-vous fait depuis 2002 pour inver-

RELATIONS PRESSE

Tél. : 01 40 63 60 84 • presse.cr@assemblee-nationale.fr • Fax : 01 40 63 53 87

Assemblée nationale • Groupe des député-es communistes et républicains
126, rue de l'université • 75355 PARIS CEDEX 07 SP • Tél. : 01 40 63 60 83 • Fax : 01 40 63 55 21
[http : //www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr](http://www.groupe-communiste.assemblee-nationale.fr) • groupe.cr@assemblee-nationale.fr

ser la donne: vous avez privatisé GDF, adopté une loi sur l'eau qui devient une fois pour toutes un bien marchand, abandonné la gestion des déchets nucléaires aux intérêts privés... Mais qu'attendons-nous pour nous doter d'une véritable politique écologique qui prenne réellement en compte les urgences écologiques ?

Car aujourd'hui, fort d'une augmentation budgétaire non négligeable de votre ministère puisqu'il passe de 0.26% du budget de la nation à 0.39%, tout en créant ses propres ressources fiscales, vous vous targuez de prendre véritablement la mesure du problème. Bien au contraire, devant vos grands discours de façade, l'inconstance de votre position politique et financière face aux dangers dont je viens de faire état et qui n'auront échappé à personne est claire : La recherche est inexistante, la ligne "Lutte contre le changement climatique" a purement et simplement disparu au sein de la mission "écologie et développement durable", quid enfin du grand programme pour le développement des énergies renouvelables ?

Plutôt que favoriser l'intérêt général, ce sont, une fois encore, les opérations financières et privées qui primeront

Mais surtout, comment vous est-il possible de défendre ce budget quand votre gouvernement vient d'adopter une loi privatisant Gaz de France alors, qu'aujourd'hui plus que jamais, seule l'existence d'un pôle public de l'énergie pourrait nous permettre de développer une recherche efficace en matière d'énergies renouvelables, entre autres. Mais, l'énergie et l'eau, pour ne reprendre que les secteurs auxquels vous vous êtes attaqués dernièrement, sont des biens publics mondiaux fondamentaux trop importants pour les laisser aux seuls intérêts financiers. Or votre proposition budgétaire ne prend aucunement en compte ces derniers aspects. Plutôt que favoriser l'intérêt général, ce sont, une fois encore, les opérations financières et privées qui primeront. Plutôt que de réfléchir sur le long terme, ce sont les intérêts financiers dictés par des enjeux à court terme qui auront raison de votre politique écologique. Or, à l'heure où le très pertinent rapport Stern, rapport anglais commandité par Tony Blair et publié le 30 octobre dernier révèle que le coût économique du réchauffement de la planète pourrait s'élever à plus de 5 500 milliards d'euros si les gouvernements ne prenaient aucune mesure significative pour mettre sous contrôle les émissions de gaz, pensez-vous vraiment que ce budget réponde à cet objectif prioritaire? Non seulement l'investissement financier dans la lutte contre le réchauffement climatique ne pénaliserait pas l'essor économique des pays qu'ils soient industriels ou pas, mais, au contraire, cette démarche politique et volontariste est créatrice de richesses. Le même rapport Stern qui, je vous le rappelle, n'est autre qu'un ancien économiste de la Banque Mondiale dont je ne partage pas l'intégralité des idées, insiste sur l'importance d'investir en recherche et développement, ainsi qu'en nouvelles technologies moins polluantes. Mais je ne vois rien dans ce budget qui soit à la hauteur des alertes que nous ne cessons de lancer. Ce rapport tombe à pic et insiste sur l'importance d'apporter une réponse politique et volontariste au changement climatique. La prise en compte doit se faire financièrement et sur le long terme : nous ne pouvons plus rejeter la faute sur nos concitoyens qui seraient, au choix, mal éduqués, incapables de gérer convenablement leur consommation d'électricité ou trop friands de leur véhicule. Il est certes important de responsabiliser les citoyens français, dès leur plus jeune âge face à la question écologique. Mais arrêtons de leur faire porter le chapeau : la réponse doit avant tout être politique. En attendant, le Budget de l'ADEME qui sera en charge de cette question stagne.

Un exemple parmi d'autres, la crise du logement avec son lot de problèmes (hausse des loyers, incapacité à accéder à un logement..) amène les populations urbaines à s'installer de plus en plus loin des centres. Or les moyens de transports ne sont pas automatiquement, loin s'en faut, aménagés pour faire face à ces nouvelles demandes. Le recours à la voiture augmente donc inmanquablement. Le libéralisme sauvage voire l'anarchisme dont vous faites preuve dans la gestion du marché immobilier, du parc du logement et de l'aménagement du territoire impose des choix fondamentalement contraires aux principes fondamentaux du développement durable. De la même façon, la manière dont est abordée la question du transport, qui n'est autre que le premier secteur d'émission de gaz à effet de serre révèle votre incapacité, voire même votre maladresse à concrétiser des discours qui restent de façade. Comment peut-on encore envisager de construire près de 3 000 kilomètres d'autoroutes d'ici 20 ans? Comment

pouvez-vous dans la présentation budgétaire faire l'apologie des modes de transports complémentaires quand les crédits du programme "transports terrestres et maritimes " sont en baisse de 11,5%? Au-delà des beaux discours, nous attendions un réel engagement des pouvoirs publics pour le développement du ferroulage et du transport fluvial, qui passerait par la constitution d'un grand service public du transport.

Par ailleurs, nous devons nous engager de façon déterminée, vers une diversification de nos sources d'énergies et notamment sur la promotion d'énergies renouvelables. Toutes les énergies seront utiles pour compenser, à l'avenir non seulement l'épuisement rapide des sols, des ressources pétrolières mais aussi les risques de perte d'indépendance énergétique consécutifs à l'insuffisance croissante de nos capacités de production. Le développement des énergies renouvelables n'est évidemment pas rentable à court terme, encore moins compétitif. Mais l'avenir de notre planète ne mérite-t-il pas quelques investissements afin que, comme le préconise le rapport Stern, nous soyons en capacité de proposer des alternatives dans un avenir proche pour faire face à l'épuisement des énergies fossiles, la réduction de la biodiversité et le réchauffement de la planète. D'aucuns ont investi cette voie, individuellement ou collectivement. Mais quels avantages en tirent-ils financièrement? Aucun, ou si peu?

Et une fois encore, ce sont les plus modestes qui pâtissent le plus de cette dégradation. En effet, qui se retrouve confronté le plus durement à la hausse des coûts de charges dans les logements ? Qui doit faire face de manière déraisonnée à la hausse du prix de l'essence ? Qu'en est-il concrètement de la fameuse taxe pollueur-payeur ? Quels moyens vous donnez-vous donc pour "éviter le pire" ? Et les pollueurs? Sont-ils réellement taxés à la hauteur des pollutions qu'ils engendrent? Les bénéfices de certaines entreprises se révèlent souvent indécents aux yeux de leurs employés. Mais cette indécence est encore plus forte quand on sait que ces bénéfices ne sont jamais taxés. Les entreprises doivent être mises face aux coûts de leurs actions afin que le slogan "qui pollue paye" soit effectif.

Réduire de 25% nos émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 supposerait entre autres de remettre à plat tout ce qui encourage l'émission de gaz à effet de serre en commençant par abolir cette étrange exonération de TVA pour le kérosène utilisé dans le transport aérien. Le rapport présenté par Madame Kosciusko-Morizet en avril dernier sur le changement climatique qui avait quand même le mérite de pointer quelques éléments essentiels ne semble pas avoir su retenir votre attention : Quid de la proposition de faire basculer la fiscalité qui pèse sur le travail vers une fiscalité qui pèserait sur la pollution? Mes chers collègues, l'enjeu de notre débat n'est autre que les conditions de vie des générations futures et l'avenir de la planète. Parce que le budget que vous nous présentez n'est qu'un budget de façade qui plâtre, à grands coups de fausses mesures et de pseudo missions, les fossés laissés béants par une incapacité politique et financière à prendre véritablement la mesure des catastrophes que chacun annonce, le groupe communiste et républicain ne votera pas votre proposition budgétaire.